



Groupe GDR

Communiqué

Paris, 25 août 2025

Refuser la confiance, rejeter l'austérité

Il ressort de la nouvelle intervention de François Bayrou que s'il s'efforce de s'adresser aux Français, il ne semble toutefois pas en mesure de les écouter.

Contrairement à ce que dit le Premier ministre, ceux-ci comprennent très bien les mauvais choix faits depuis 2017. Ils se sont mobilisés contre la réforme des retraites, ont sanctionné Emmanuel Macron en 2024 et refusé, dans leur immense majorité, les orientations budgétaires présentées cet été.

84% d'entre eux se sont déclarés fermement opposés à la suppression de jours fériés ; les salariés de Radio France sont en grève ; l'hôpital public, la SNCF, les travailleurs de l'énergie, les pharmaciens, les taxis... ont annoncé rejoindre les actions de mobilisation qui s'organisent dans notre pays dès la semaine prochaine. Réduire ces mobilisations d'ampleur à de l'agitation relève d'un profond mépris.

Le Premier Ministre campe sur sa ligne politique, sociale et économique, dévastatrice et va jusqu'à tenir les Français pour responsables de la dette. Pourtant, en décrivant la situation dans laquelle se trouve le pays, il expose en réalité les conséquences et l'échec patent de la politique qu'il s'obstine, comme les précédents, à imposer au pays.

Jamais la pauvreté n'a atteint de tels niveaux dans notre pays sur les trente dernières années ; ce sont au moins 12 millions de nos concitoyens qui vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté et à tous ceux-là, le Gouvernement promet un quotidien encore plus insupportable. Les privés d'emploi sont une nouvelle fois mis au ban de la société avec l'annonce d'une quatrième réforme de l'assurance chômage. L'ensemble des travailleurs est voué à une plus grande libéralisation du marché du travail, règne de l'insécurité sociale et de la précarisation.

Par sa décision d'engager la responsabilité de son gouvernement sur un simple constat plutôt que sur les mesures d'austérité qu'il défend, François Bayrou cherche à éviter la censure de son budget et espère décourager les mobilisations du 10 septembre. Mais les Français ont très bien compris que l'austérité n'est pas leur intérêt et que cette politique ne vise qu'à rendre une copie parfaite aux marchés financiers. Avec eux, notamment dans les mobilisations à venir, nous voterons contre la confiance que le Premier ministre nous demande.

Contact presse : 01 40 63 60 84 ou 06 74 11 62 77